

# Dans les P. T. T.

## Au Central télégraphique

Il aura fallu vivre deux années complètes sous le règne du Front populaire avant de voir (enfin !) les membres de la Commission d'Etude Fédérale du Central Télégraphique de Paris se montrer favorables à un mouvement de grève des fonctionnaires. Deux années durant lesquelles quelques camarades seulement, qui avaient compris la grande duperie, n'ont pas cessé de combattre la mystique du Front populaire et de dénoncer les contradictions internes de ce rassemblement dont le bilan ne pouvait se chiffrer que par une inéluctable faillite.

Aussi, après un tel revirement de la grosse majorité des responsables locaux, il était aisé de prévoir que l'Assemblée générale de la sous-section fédérale se prononcerait également en faveur de la cessation du travail.

Cela n'a pas manqué de se produire, mais il convient de noter que la plupart des camarades n'ont pas entièrement assimilé les dures leçons des luttes ouvrières de ces dernières années et restent encore à la merci de la trahison de la bureaucratie syndicale.

De la discussion générale et du contenu des ordres du jour présentés, il ressort que beaucoup d'illusions et de confusions subsistent dans l'esprit de l'ensemble du personnel. C'est ainsi qu'une partie des syndiqués apportèrent leurs voix à un texte qui envisageait abstraitement la grève et faisait confiance à la Fédération Postale pour diriger efficacement ce mouvement.

Contre la conception de ceux qui attendent que les directives viennent des sommets, des camarades relatèrent dans quelles conditions les batailles passées s'étaient déroulées puis terminées négativement par la volonté des hauts dirigeants syndicaux et indiquèrent que la chance de succès durable du mouvement ouvrier résidait dans l'organisation et la direction de l'action par la base elle-même. Ils demandèrent en outre que le voyage des souverains britanniques soit le prétexte d'une manifestation d'hostilité des travailleurs de France envers les agents de l'impérialisme anglais ; avec force, ils mirent en relief le refus par Daladier d'accorder satisfaction au relèvement des traitements des fonctionnaires, alors que 64 millions (avoués) ont été réservés à la réception royale.

Ils proclamèrent la nécessité de l'établissement d'une liaison entre les sections syndicales des P.T.T., en particulier, et en démontrèrent par avance les conséquences heureuses dans la réalisation de la lutte directe.

L'assemblée se rallia à ce point de vue et approuva conjointement l'éventualité d'une concentration des fonctionnaires des branches diverses.

Afin de concrétiser ces diverses modalités pratiques de préparation morale et matérielle de la grève générale, les camarades posèrent le problème de la tenue de congrès régionaux corporatifs et intercorporatifs, avec représentation directe des travailleurs des usines, des bureaux et des diverses entreprises, pour l'élaboration du programme d'action de la classe ouvrière.

Il est indispensable que tous les camarades s'imprègnent absolument de la nécessité d'organiser eux-mêmes l'instrument de la victoire prolétarienne. Qu'ils se pénétrant de la devise de Karl Marx : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

C'est leur seule chance de salut.

## Réunion des cadres syndicaux

**D**EPUIS le refus du gouvernement Daladier de satisfaire les légitimes revendications des fonctionnaires, le mécontentement grandit de plus en plus.

Les dirigeants syndicaux, devant la volonté de lutte manifestée par les travailleurs de l'Etat, ne savent plus comment ils vont dégager leurs responsabilités et se mettre à l'abri des critiques consécutives aux multiples échecs causés par leur politique de collaboration des classes.

Après le Comité Régional restreint des Employés des P.T.T., la Fédération Postale a convoqué à Paris, le lundi 11 juillet, une assemblée de cadres afin d'essayer de freiner le plus possible l'action des masses, la preuve en a été donnée au cours de cette réunion.

Gourdeaux, rapporteur, défendit tout d'abord les méthodes parlementaires, car, selon lui, un mot d'ordre de grève n'aurait pas été suivi ; ensuite ce fut le bavardage gauchiste qui consista à masquer une politique de capitulation pratiquée depuis 1936.

Il faut agir ! il faut préparer l'action ! les P.T.T. ne doivent pas attendre les autres corporations pour faire un mouvement ! etc... Autant de formules creuses ne constituant pas une base pratique de combat, car rien n'est prévu pour lutter.

Par ailleurs, il a soin de donner un coup de frein aux bureaux qui se placent à l'avant-garde du mouvement revendicatif, en condamnant les mouvements sporadiques qui peuvent, par leur exemple, mettre le feu aux poudres.

Puis, défendant le Front populaire, c'est-à-dire la collaboration avec des Partis bourgeois (radicaux genre Daladier et Herriot), il réclama d'urgence l'application du programme du Rassemblement populaire et pour les riches, « il faut que la loi soit impitoyable ».

Gourdeaux se moque de nous ! Les prolétaires savent bien qu'il n'y a pas d'autre loi au monde que celle de la force pour faire rendre gorge aux capitalistes.

Au cours de la discussion, la plupart des camarades ont traduit le mécontentement et la volonté de lutter des postiers.

Un orateur dénonça la carence des organisations syndicales au sujet des 40 heures et des traitements. La loi de la semaine de 40 heures devient une rigolade ; il est évident, dit-il, que l'on ne peut réduire les heures de travail pour les fonctionnaires puisque la C.G.T. discute avec le Patronat pour assouplir la loi afin d'obliger les ouvriers à faire 45 heures.

D'autre part, certains camarades réclamèrent abstraitement la préparation de la grève générale, sans faire de propositions pratiques.

Pour conclure les débats et répondre aux nombreux interrupteurs qui demandaient le mot d'ordre de grève immédiat et qui posaient le problème de la cessation du travail le 19 juillet, jour de l'arrivée du roi d'Angleterre, Gourdeaux déclara : « Nous ne voulons pas donner un mot d'ordre de grève immédiat ». C'est clair. Sous le fallacieux prétexte de mieux préparer la grève (sans indiquer comment on va la préparer) et des difficultés pour savoir quand il sera utile de déclencher un mouvement ; les dirigeants syndicaux complices des parlementaires du Front populaire qui votèrent les pleins pouvoirs à Daladier, veulent empêcher les masses laborieuses de lutter pour leurs revendications.

Les fonctionnaires ne peuvent plus faire confiance et doivent se libérer de l'emprise des bonzes syndicaux qui les trahissent. Dès maintenant ils doivent s'organiser et adopter pour base de travail celle qu'un groupe de camarades a présentée sous forme de résolution au Central Télégraphique, car elle constitue une orientation pratique de lutte.

**Résolution. — L'Assemblée générale de la Sous-Section Fédérale du Central Télégraphique, réunie le 8 juillet ;**

**Considérant :**

Qu'après deux années de pouvoir, le Front populaire n'a pas répondu aux espérances de la classe ouvrière ;

Que les revendications obtenues en juin 36 par l'ACTION DIRECTE des travailleurs sont reprises progressivement par le patronat ;

Que l'activité exclusivement parlementaire des organisations se réclamant de la classe travailleuse s'avère incapable de maintenir les avantages acquis d'une part, et qu'elle conduit à un rejet brutal des revendications légitimes

Les lecteurs de « La Commune » ont sans doute été les premiers inquiets de nous voir donner aucune information sur la grève des Techniciens et Employés de la Métallurgie de Marseille qui fut suivie du lock-out des ouvriers métallistes.

Cela est dû à une courte absence de notre correspondant ouvrier au début du conflit et nous n'avons voulu faire de fausses appréciations sur un mouvement embrassant plus de 9.000 prolétaires, à travers la lecture plus ou moins fautive des journaux allant de « la droite à la gauche ».

Brièvement, nous rappelons l'origine de la grève. Faisant partie de l'attaque générale du Patronat sur le plan national contre les libertés ouvrières, chèrement acquises en juin 36, la Société Provençale de Constructions Navales (S.P.C.N.), licenciée, vers la mi-juin, le secrétaire des Techniciens Papazian, sous le fallacieux prétexte qu'il était trop dérangé dans son travail de dessinateur par les revendications normales et journalières de ses camarades d'atelier.

Après diverses propositions « conciliatrices » du Syndicat des Techniciens, car Papazian, à part ses attributions syndicales, est également du Parti communiste-stalinien, qui voit d'un sale oeil toute cessation de travail pour « la défense de la Nation » (La S.P.C.N. reçoit presque toutes ses commandes de l'Etat) et qui, à part quelques cris platoniques, fera tout pour la reprise du travail comme nous le verrons par la suite.

La S.P.C.N. n'accepta pas la conciliation.

Ne pouvant plus reculer sans se compromettre gravement aux yeux de la classe ouvrière de Marseille, le Conseil syndical des Techniciens fit appel, le 23 juin, à la solidarité de tous, et la grève générale des techniciens des usines fut décidée ce jour-là, au meeting tenu derrière les terrains Saint-Charles.

Première faute ; aucune usine ne fut occupée (sauf à la S.P.C.N. qui fut occupée jusqu'à deux heures du matin et que les ouvriers quittèrent sur

des fonctionnaires (revalorisation des traitements, échelle mobile, 40 heures, etc...) ;

D'autre part :

Considérant par ailleurs :

Qu'un crédit avoué de 64 millions a été accordé pour la réception du roi d'Angleterre, agent principal de l'impérialisme anglais, et que ce voyage a pour but le renforcement de l'alliance militaire anglo-française et la préparation de la guerre ;

Constatant, par ces faits essentiels, la faillite et la trahison de l'expérience du Front populaire ;

Condamne les préjugés et les méthodes d'activité basées sur l'utilisation du parlementarisme bourgeois et la collaboration de classes qui ont abouti aux difficultés vitales actuelles.

En conséquence, l'Assemblée générale, devant la gravité de la situation, proclame la nécessité de recourir aux méthodes de la lutte des classes intransigeante ;

Décide :

De s'emparer des moyens d'action que les circonstances justifient et de proposer aux sections syndicales de la C.G.T. (de Paris et de province) à l'occasion de la venue du roi d'Angleterre, le 19 juillet, la CESSATION DU TRAVAIL, prélude à la grève généralisée à tout le prolétariat.

Décide en outre :

Que pour lier les travailleurs entre eux dans l'action, de faire appel également à tous les organes syndicaux (Sections) pour organiser la tenue rapide de congrès régionaux corporatifs et intercorporatifs avec représentation directe des travailleurs des entreprises, afin que les exploités élaborent eux-mêmes leur programme d'action.

C'est la seule voie capable de faire triompher nos revendications. »

Au moment où nous écrivons ces lignes, le mouvement pour une grève le 19 juillet n'aura pu se développer hélas avec ampleur. Mais l'essentiel de cette résolution, l'organisation de congrès de travailleurs des entreprises devant permettre aux prolétaires de s'orienter sur la voie du combat et de créer leurs directions, « les Conseils d'entreprises (Soviets) » capables de les conduire à la victoire, donne la voie à suivre.

Camarades des P.T.T., c'est vous que les autres fonctionnaires regardent. Il est temps d'engager l'action !



## Une grève des

les injonctions « des responsables », le patronat pouvait très bien renvoyer du personnel illégalement. Mais les ouvriers ont tort d'enfreindre la légalité bourgeoise, n'est-ce pas, Monsieur Enjalbert ?

Après cette faute grave, la non-occupation des usines, le Patronat fut fort à l'aise pour employer les basses manœuvres de chantage et de calomnies pour diviser le mouvement et opposer les métallistes aux techniciens.

Sa première attaque fut de lockouter les ouvriers, en indiquant que c'était la faute aux techniciens qui, au nombre de 1.500, empêchaient 7.500 ouvriers de travailler.

Puis il insinua que Papazian était un ancien officier turc et que c'est la faute à l'étranger s'il y avait du grabuge en France.

Rien n'y fit, aucun de ces moyens ne pouvait entamer la combativité des prolétaires en lutte, ce que le Patronat ne put faire, émettre la résistance des ouvriers, le « grand chef » Croizat, descendu spécialement à Marseille, et le petit chefaillon local Enjalbert se sont chargés de le faire, naturellement avec les formes voulues qui trompent encore les ouvriers mais nous espérons pas pour longtemps encore.

Egalement était venu de Paris, pour soutenir la grève, Tissot, de la Fédération Nationale des Techniciens.

Ce dernier fut le seul à aider effectivement les ouvriers en grève et être à la tête de toutes leurs manifestations, malgré que nous estimons qu'il eut tort de ne pas dénoncer ouvertement les difficultés qu'il rencontrait à chaque pas, pour que la grève soit victorieuse, auprès des chefs syndicaux et des élus « populaires » qui ne voulaient à aucun prix un élargissement du conflit.

Dans toutes les réunions du Conseil de l'Union départementale, Tissot se heurta à la bienveillance des « camarades » Croizat, Nedelec et Enjalbert, qui lui assurèrent le « soutien moral »